



Présenté au Comité permanent des finances de la Chambre des communes

CONSULTATIONS PRÉBUDGÉTAIRES EN PRÉVISION DU BUDGET DE 2024

World Energy GH2

Le 4 août 2023

RÉSUMÉ DES RECOMMANDATIONS

- 1. Veiller à ce que le Canada soit un pays concurrentiel quant aux investissements pour l'hydrogène propre.** La politique canadienne doit faire concurrence à la loi sur la réduction de l'inflation (IRA) des États-Unis, sans quoi nous perdrons des dizaines de milliards de dollars d'investissements dans le seul secteur de l'hydrogène propre. Les crédits d'impôt à l'investissement annoncés aujourd'hui permettent au Canada de faire un peu moins de la moitié du chemin pour combler l'écart de compétitivité. Il faut donc prendre d'autres mesures.
- 2. Compléter le rôle du Fonds de croissance du Canada (FCC).** De nombreux intervenants s'attendaient à ce que le FCC, avec son enveloppe de 15 milliards de dollars, puisse combler une partie importante de l'écart de compétitivité causé par l'IRA dans leur secteur. Cependant, maintenant que le FCC est opérationnel, il est clair que son mandat est de recycler le capital plutôt que d'assumer un risque important ou de fournir une subvention. Cela signifie que le gouvernement doit envisager des mesures supplémentaires pour faire concurrence aux généreuses subventions de l'IRA américaine.
- 3. Établir un financement consacré aux contrats sur différence pour l'hydrogène vert.** World Energy GH2 recommande une enveloppe de financement de 2,5 milliards de dollars sur 10 ans pour atténuer les risques dans le secteur de l'hydrogène vert. Bien que ce programme comprenne un coût sur le court terme, le gouvernement du Canada a la possibilité, sur le long terme, de récupérer une partie de l'investissement à mesure que les prix de l'hydrogène propre se raffermiront.

Introduction

L'organisme World Energy GH2 est heureux de présenter le présent mémoire au Comité permanent des finances alors qu'il travaille à déterminer les principales priorités du budget fédéral de 2024.

World Energy GH2 élabore le projet Nujio'qonik, le premier projet d'hydrogène vert à échelle commerciale du Canada, qui est alimenté par un parc éolien de plus de 3 GW sur la côte ouest de Terre-Neuve-et-Labrador et par des électrolyseurs connexes à Stephenville. L'hydrogène renouvelable, aussi appelé hydrogène vert, sera associé à de l'azote pour former de l'ammoniac et ainsi faciliter son transport à l'étranger.

Notre projet poursuit sa lancée avec un [investissement de 50 millions de dollars](#) à la mi-mai par la SK Group, deuxième multinationale en importance de la Corée du Sud, et par l'[acquisition du port de Stephenville](#) à la fin mai. De plus, tout récemment, le premier examen des terres de la Couronne a été approuvé par le ministère de l'Industrie, de l'Énergie et de la Technologie de Terre-Neuve-et-Labrador.

La première phase de notre projet représente un investissement d'environ 5 milliards de dollars américains. Ce montant atteindra environ 12 milliards de dollars une fois la troisième phase terminée. Les possibilités de réduire les émissions avec l'hydrogène vert et de faire croître l'économie canadienne sont donc immenses.

Alors que nous nous dirigeons vers le budget de 2024, il est plus important que jamais de veiller à ce que le Canada complète son soutien en faveur de l'hydrogène vert pour faire concurrence à l'IRA des États-Unis. Les incitatifs financiers, les politiques et autres avantages propres au Canada doivent donc tous être au moins aussi bons, sinon meilleurs, qu'aux États-Unis pour attirer des investissements.

Si nous voulons vraiment atteindre l'objectif « l'environnement et l'économie vont de pair¹ », nous n'avons d'autre choix que de faire concurrence à l'IRA. Un échec relativement à cet objectif ne compromettrait pas nécessairement la capacité du Canada à réduire ses émissions et à atteindre la carboneutralité. Toutefois, il signifierait que d'autres pays retireraient une trop grande part des retombées économiques de la production de ces énergies propres.

World Energy GH2 estime que le Canada devrait continuer d'être un exportateur d'énergie, mais que le genre d'énergie que nous exportons devrait plutôt provenir des sources renouvelables.

Si le Canada mettait immédiatement en œuvre toutes les mesures prévues actuellement, le **projet Nujio'qonik recevrait, selon notre modélisation, moins de la moitié de l'incitatif au Canada qu'avec l'IRA des États-Unis. Autrement dit, nous sommes actuellement désavantagés sur le plan de la concurrence mondiale.**

Le but du présent mémoire est de présenter des recommandations constructives pour combler cet écart.

OBSERVATIONS DÉTAILLÉES

Veiller à ce que le Canada suive la concurrence dans les investissements pour l'hydrogène propre.

¹ Comme l'a souligné la ministre des Finances et vice-première ministre, Chrystia Freeland, après le dépôt du budget de 2023. Voir : [Ce que Chrystia Freeland a dit à CTV News au sujet du budget du Canada pour 2023 | CTV News](#)

L'IRA américaine a donné le ton dans le marché international de l'énergie propre. Dans un monde où la production d'éléments clés pour la course vers la carboneutralité est limitée, les pays qui élaborent rapidement des politiques obtiendront l'avantage d'être les premiers à agir. D'autres pays emboîtent le pas, notamment l'Allemagne, avec [l'annonce récente de 50 milliards d'euros sur des contrats sur différence pour le carbone](#), et l'Australie, avec le lancement du programme [Hydrogen Headstart](#).

Le temps est précieux. Pour les projets comme le nôtre qui utilisent l'énergie éolienne, il y a quatre principaux fabricants d'éoliennes parmi lesquels choisir. Tous ont un carnet de commandes surchargé et enregistrent des temps d'attente importants. Les pressions inflationnistes récentes sur les matières premières nécessaires à la construction des turbines ont entraîné l'évaporation des marges de l'industrie. Cela a entraîné une réticence à accroître la capacité en l'absence de rentabilité du secteur.

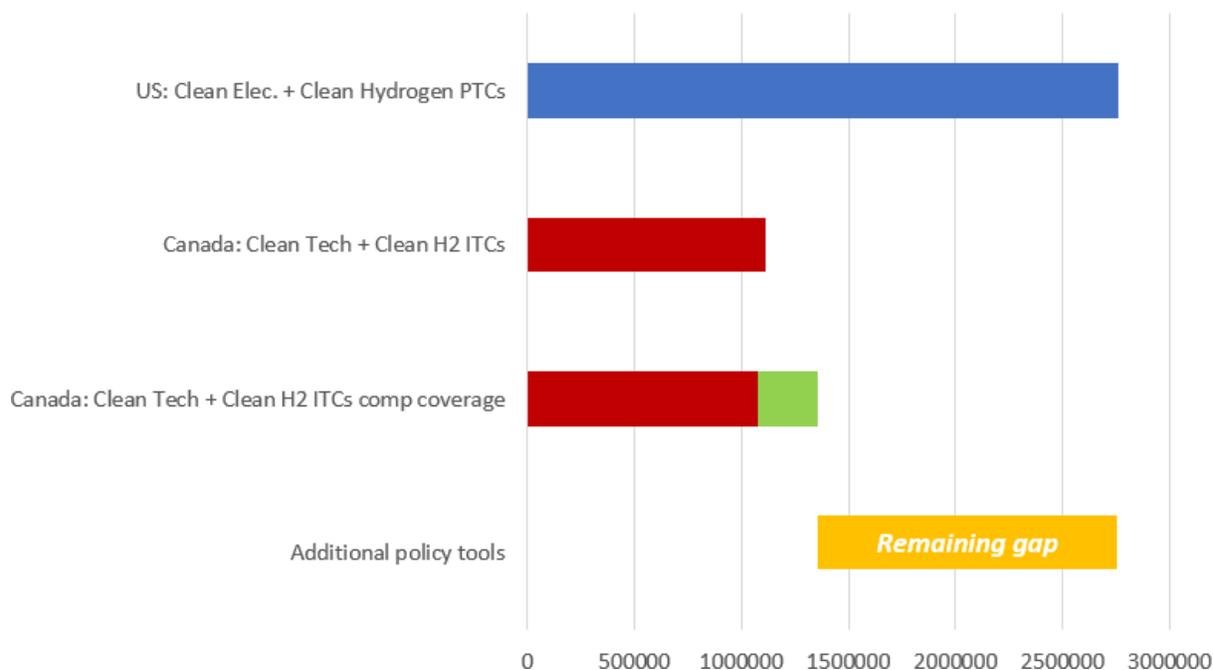
En ce qui concerne les électrolyseurs, l'ensemble de la capacité de production mondiale en 2022 était inférieure à ce qui serait nécessaire pour répondre à la demande du projet Nujio'qonik seulement. Selon certaines prévisions, la demande d'électrolyseurs devrait dépasser la capacité de fabrication croissante pendant les cinq à sept prochaines années au moins. Nous sommes préoccupés par le fait que les délais de production pourraient presque doubler au cours de la prochaine année, ce qui entraînerait des retards de cinq ans dans l'industrie.

Il est donc primordial de fixer une date de livraison rapidement, sans quoi les retards des projets seront aggravés par ces contraintes de la chaîne d'approvisionnement. D'autres pays l'emporteront sur le Canada et deviendront chef de file mondial de la production d'énergie propre si notre politique n'est pas parachevée rapidement. D'un point de vue positif, si nous réussissons à agir rapidement pour mettre la dernière main à nos politiques de soutien à l'hydrogène propre, le Canada pourrait devenir un chef de file mondial de la production d'hydrogène propre.

Le Canada doit donc rapidement mettre au point ses mécanismes de soutien à l'hydrogène propre. À l'heure actuelle, les principales plateformes de soutien sont le crédit d'impôt à l'investissement (CII) pour l'hydrogène propre et le CII pour les technologies propres. World Energy GH2 a entrepris sa propre analyse de projet pour déterminer dans quelle mesure les deux CII comblent l'écart de compétitivité avec l'IRA des États-Unis.

La figure ci-dessous montre que si la phase 1 de notre projet était construite aux États-Unis, elle bénéficierait d'environ 2,76 milliards de crédits d'impôt à la production. À l'heure actuelle, les CII canadiens fourniraient 1,17 milliard de dollars en soutien (42 % du montant offert aux États-Unis). Si Finances Canada mettait en œuvre les CII de manière plus robuste, conformément à nos recommandations, la valeur de notre projet passerait à 1,36 milliard de dollars (soit près de la moitié du montant offert aux États-Unis).

Comparing Canadian/US supports for similar projects



EN	FR
Comparing Canadian/US supports for similar projects	Comparaison des mesures de soutien canadiennes et américaines pour des projets semblables
US: Clean Elec. + Clean Hydrogen PTCs	É.-U. : Électricité propre et crédit d'impôt pour la production d'hydrogène propre
Canada : Clean Tech + Clean H2 ITCs	Canada : Technologie propre et CII propre H2
Canada : Clean Tech + Clean H2 ITCs comp coverage	Canada : Technologie propre et couverture des CII propres H2
Additional policy tools	Outils stratégiques supplémentaires
Remaining gap	Écart restant

Remarque : Le vert représente le montant du soutien supplémentaire si les CII étaient étendus à tous les coûts d'immobilisations liés au projet et que la couverture de l'ammoniac passait de 15 % à 40 %.

Par conséquent, pour faire concurrence aux États-Unis, il ne suffit pas de mettre en œuvre des CII. Il faut rattraper ce pays en trouvant d'autres leviers stratégiques pour les compléter.

Finances Canada s'est engagé à compléter les deux CII avant le budget de 2024. Dans ce contexte, le présent mémoire est davantage axé sur les politiques complémentaires nécessaires pour combler l'écart restant (en jaune dans le tableau ci-dessus).

Compléter le rôle du Fonds de croissance du Canada

Le Fonds de croissance du Canada (FCC), qui a été annoncé pour la première fois dans le budget de 2022 et présenté de façon plus détaillée dans un document d'information sur l'Énoncé économique de l'automne de 2022, a été largement mal compris par les intervenants canadiens et peut-être aussi par les politiciens. De nombreux intervenants s'attendaient à ce que le FCC, avec son enveloppe de

15 milliards de dollars, puisse combler une partie importante de l'écart de compétitivité causé par l'IRA dans leur secteur.

Le document d'information de l'automne 2022 va jusqu'à mentionner les contrats sur différence, en précisant que le mécanisme pourrait être utilisé pour « aider à gérer l'incertitude perçue concernant... le prix d'un produit, comme l'hydrogène ». On a donc supposé que l'organisation serait outillée pour assumer un rôle important de réduction des risques, ce qui aiderait les investissements à démarrer aujourd'hui en fonction de la valeur future des réductions d'émissions. Cependant, maintenant que le FCC est opérationnel depuis quelques mois, il est clair que son mandat est de recycler le capital plutôt que de prendre des risques importants en ce qui concerne les prévisions de prix futures. Le gouvernement doit donc envisager des mesures supplémentaires qui font concurrence aux subventions de l'IRA des États-Unis.

Dans le cas du type d'hydrogène vert que notre projet produira, l'incertitude entourant le prix est très élevée puisqu'il n'y a actuellement aucune production importante d'hydrogène vert sur le marché. Nous prévoyons qu'à l'avenir l'hydrogène vert aura beaucoup plus de valeur que l'hydrogène gris d'origine fossile, d'autant plus que l'hydrogène vert ne sera pas assujéti à des taxes sur le carbone, à des mécanismes d'ajustement à la frontière pour le carbone et ainsi de suite. Toutefois, à l'heure actuelle, les prix demeurent très incertains.

Le fait que le mandat du FCC l'oblige à recycler du capital signifie qu'il ne peut pas dépenser les 15 milliards de dollars qui lui sont alloués sous forme de subvention, ou pour des entreprises à risque plus élevé. De l'avis du FCC, il doit investir cet argent de manière à atténuer les risques. Le FCC jouera probablement un certain rôle dans l'atténuation des risques liés à la production d'hydrogène vert au Canada, mais il s'agit d'un rôle beaucoup plus petit que plusieurs intervenants et bureaux politiques ont pu présumer au départ.

Au bout du compte, au moment où le Comité des finances se penche sur les mesures qui devraient être mises en œuvre dans le budget de 2024, il est important de rappeler qu'il y a toujours un important écart de compétitivité pour l'hydrogène propre; nous ne devrions pas nous attendre à ce que le FCC remédie à lui seul à ce problème. Des mesures supplémentaires sont nécessaires. Cette analyse est conforme aux conclusions d'un [récent rapport de Clean Prosperity et de l'Accélérateur de transition](#), qui révèle qu'il existe un énorme écart entre l'hydrogène vert produit au Canada et celui qui est produit aux États-Unis.

Établir un financement consacré aux contrats sur différence pour l'hydrogène vert

World Energy GH2 recommande une enveloppe de financement de 2,5 milliards de dollars sur 10 ans pour la mise sur pied de contrats sur différence pour l'hydrogène vert produit au Canada. **Cet engagement permettra d'investir environ 20 à 25 milliards de dollars au Canada.** Plus qu'une simple décision économique, cet engagement permettra au Canada de faire un bond en avant en tant que chef de file de l'hydrogène propre et de consolider sa position en tant que puissance mondiale de l'énergie propre.

Finances Canada devrait faire preuve de souplesse quant à la façon dont cette nouvelle somme de 2,5 milliards de dollars peut être dépensée. Il convient de souligner que, avec l'[alliance entre le Canada et l'Allemagne pour l'hydrogène](#), il y a une promesse de se pencher sur les mécanismes de cofinancement afin de contribuer à établir un approvisionnement canadien en hydrogène. Le fait de verser des sommes équivalentes aux fonds allemands qui appuient les investissements faits au Canada pourrait être une manière très efficace de multiplier leur portée.

Finalement, World Energy GH2 estime que le financement de 2,5 milliards de dollars consacré à l'hydrogène vert suffirait à combler l'écart entre l'IRA des États-Unis et les mesures actuellement en vigueur au Canada.

CONCLUSION

L'organisme World Energy GH2 est heureux d'avoir l'occasion de collaborer avec le Comité permanent des finances alors qu'il envisage la voie à suivre pour le budget de 2024.

De notre point de vue, **le Canada doit choisir de faire concurrence aux subventions vigoureuses que prévoit l'IRA des États-Unis. Sinon, notre pays perdra plus de 20 milliards de dollars en investissements.**

Nous demeurons à votre disposition pour fournir des précisions supplémentaires ou pour répondre aux questions que Finances Canada pourrait avoir.